



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Groupes de discussion du printemps 2019 (Premier cycle) **Sommaire**

Préparé pour le Bureau du Conseil privé du Canada

Mai 2019

Nom du fournisseur : Phoenix Strategic Perspectives Inc.

Numéro de contrat : 35035-182754/001/CY

Valeur du contrat : 249 535,19 \$ (incluant la TVH)

Date d'attribution du contrat : 2019-03-20

Date de livraison des services : 2019-05-31

Numéro d'enregistrement : POR 139-18

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet du présent rapport, prière de communiquer avec le Bureau du Conseil privé du Canada à publications@priv.gc.ca.

Groupes de discussion du printemps 2019 (Premier cycle)

Sommaire

Préparé pour le Bureau du Conseil privé du Canada
Nom du fournisseur : Phoenix Strategic Perspectives Inc.
Mai 2019

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par Phoenix SPI pour le compte du Bureau du Conseil privé. L'étude a été réalisée auprès de Canadiens âgés de 18 ans et plus entre le 7 et le 27 avril 2019. En tout, 12 groupes de discussion ont été organisés dans six endroits au pays : Prince Albert, St. John's, Sherbrooke, Sarnia, Edmonton et Burnaby.

Cette publication peut être reproduite uniquement à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès du Bureau du Conseil privé. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de communiquer avec le Bureau du Conseil privé par courriel à publications@priv.gc.ca ou aux coordonnées suivantes :

Bureau du Conseil privé du Canada
85, rue Sparks
Pièce 1000
Ottawa (Ontario) K1A 0A3
Téléphone : 613-957-5153
Appareil de télécommunication pour malentendants (ATS) : 613-957-5741
Télécopieur : 613-957-5043

Numéro de catalogue :

CP22-177/4-2019F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-31505-8

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 139-18) :

Numéro de catalogue CP22-177/4-2019E-PDF (sommaire, anglais)

978-0-660-31504-1

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le premier ministre du Canada, 2019.

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : *Spring 2019 Focus Groups (First Cycle)*

Sommaire

Le Secrétariat des communications et consultation du Bureau du Conseil privé (BCP) offre des conseils et du soutien au gouvernement du Canada, au greffier du Conseil privé, ainsi qu'aux ministères et organismes fédéraux sur des questions ayant trait aux communications et aux consultations. Pour ce faire, le BCP se sert notamment de la recherche sur l'opinion publique. Il a chargé Phoenix Strategic Perspectives (Phoenix SPI) de diriger une série de groupes de discussion afin de mieux comprendre les points de vue des Canadiens concernant des événements d'actualité pertinents pour le gouvernement fédéral.

1. Objectifs et but de la recherche

Le but premier des groupes de discussion était de mieux comprendre les perceptions des Canadiens sur l'état de l'actualité, y compris leurs opinions sur l'environnement, les pipelines, l'immigration, la violence armée et l'ingérence étrangère dans les élections. Puisque les questions complexes sont souvent difficiles à communiquer à la population canadienne d'une manière qui est facile et bien comprise, il était nécessaire de mieux saisir les perspectives des Canadiens. Les Canadiens adultes âgés de 18 ans et plus représentaient la population cible. En menant cette recherche, le BCP a été en mesure de mieux comprendre les points de vue et les préoccupations des Canadiens et s'en servira pour élaborer des stratégies et des produits de communication efficaces.

2. Méthodologie

Douze groupes de discussion ont été organisés avec des Canadiens aux endroits suivants : Prince Albert, St. John's, Sherbrooke, Sarnia, Edmonton et Burnaby. Les groupes de Sherbrooke se sont déroulés en français et les groupes ailleurs au pays se sont tenus en anglais. À chaque endroit, deux groupes ont été créés, l'un avec des Canadiens qui disaient jouir d'une « sécurité financière », et l'autre avec des Canadiens qui estimaient que leur situation financière était « précaire ».

Les caractéristiques suivantes s'appliquent à cette recherche : 11 personnes ont été recrutées par téléphone pour chaque groupe de deux heures; les groupes comprenaient une combinaison de participants selon l'âge, l'éducation, le sexe, le revenu et la situation d'emploi; et les participants ont reçu une somme forfaitaire de 100 \$ en guise de remerciement pour leur temps. Tous les groupes se tenaient dans un établissement qui permettait d'observer les séances, soit derrière un miroir à sens unique, soit par une télévision en circuit fermé dans une salle adjacente à la salle de réunion où se déroulaient les groupes de discussion.

En tout, 111 Canadiens ont pris part à la recherche :

Lieu	Langue	Groupe cible	Nombre de participants	Date et heure locale
Prince Albert, Sask.	Anglais	Sécurité	10	9 avril; 17 h 30
Prince Albert, Sask.	Anglais	Précarité	11	9 avril; 19 h 30
St. John's, T.-N.-L.	Anglais	Précarité	9	16 avril; 17 h 30
St. John's, T.-N.-L.	Anglais	Sécurité	8	16 avril; 19 h 30
Sherbrooke, Qué.	Français	Sécurité	8	17 avril; 17 h 30

Sherbrooke, Qué.	Français	Précarité	10	17 avril; 19 h 30
Sarnia, Ont.	Anglais	Précarité	9	23 avril; 17 h 30
Sarnia, Ont.	Anglais	Sécurité	8	23 avril; 19 h 30
Edmonton, Alb.	Anglais	Sécurité	8	25 avril; 17 h 30
Edmonton, Alb.	Anglais	Précarité	10	25 avril; 19 h 30
Burnaby, C.-B.	Anglais	Sécurité	10	27 avril; 10 h
Burnaby, C.-B.	Anglais	Précarité	10	27 avril; 12 h

Toutes les étapes du projet ont respecté les *Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada*.

Les chercheurs étaient Philippe Azzie et Alethea Woods. Philippe a modéré les groupes de St. John's, Sherbrooke et Sarnia. Alethea a modéré les groupes de Prince Albert, Edmonton et Burnaby. Les deux modérateurs ont contribué à la rédaction du rapport final.

3. Limites et utilisation des résultats de la recherche

Cette recherche était de nature qualitative et non quantitative. La recherche qualitative est conçue pour faire ressortir un large éventail d'opinions et d'interprétations au lieu de mesurer le pourcentage de la population cible ayant une certaine opinion. Par conséquent, les résultats donnent une indication du point de vue des participants sur les questions abordées, mais ils ne peuvent pas être généralisés à l'ensemble de la population canadienne. Plus précisément, ces résultats ne doivent pas être utilisés pour estimer la proportion numérique ou le nombre d'individus dans la population qui ont une opinion particulière parce qu'ils ne peuvent être extrapolés sur le plan statistique.

4. Sommaire des résultats

Actualité concernant le gouvernement du Canada

Parmi les choses que les participants avaient vues, lues ou entendues au sujet du gouvernement du Canada récemment, celle qui a été le plus souvent mentionnée était l'affaire SNC-Lavalin; certains participants ont précisément fait référence aux démissions de membres du Cabinet. La « taxe carbone » (ou une certaine variante) a également été soulevée à presque tous les endroits. De plus petits nombres de participants ont fait mention d'autres principaux enjeux, dont les pipelines, la légalisation du cannabis, les tensions entre la Chine et le Canada, les questions de rémunération liées à Phoenix, le différend entre le Canada et les Philippines sur les ordures, le financement fédéral de Loblaws pour la modernisation de ses réfrigérateurs, le financement fédéral pour les médias, les voyages du premier ministre à Tofino et en Inde, les questions autochtones, un programme national d'assurance-médicaments, le logement pour les aînés, le budget fédéral et la prochaine élection fédérale (automne 2019).

Environnement

Lorsqu'on a demandé aux participants ce qu'ils se rappelaient avoir entendu au sujet de l'environnement, ils ont principalement fait mention de la tarification de la pollution et des pipelines. La plupart des participants ont indiqué avoir entendu parler du plan du gouvernement

du Canada visant à tarifier la pollution quand on a posé une question explicite à ce sujet. Ils ont notamment mentionné ce qui suit : il est décrit comme « une taxe », il est appliqué au prix de l'essence, il aura une incidence sur le coût de bon nombre de choses, les grandes entreprises sont exemptées, certains gouvernements provinciaux s'y opposent, il y a un « rabais » qui lui est associé, il est devenu une question politique et il y a un manque de communication claire à ce sujet.

Plusieurs participants savaient que les revenus tirés de la tarification de la pollution sont retournés aux particuliers par l'entremise d'un incitatif, mais ils étaient moins nombreux à connaître les rouages du plan du gouvernement fédéral visant à tarifier la pollution. Jusqu'à maintenant, le seul effet de la tarification fédérale de la pollution ressenti par les participants est l'augmentation du prix de l'essence. Toutefois, les participants s'attendent à en remarquer les répercussions dans d'autres domaines, comme le coût des services publics (p. ex., le chauffage résidentiel) et de tous les biens de consommation transportés sur de longues distances.

Les points de vue sur le recours à la tarification de la pollution afin de contribuer à réduire les émissions de carbone et à lutter contre les changements climatiques étaient mitigés. D'une part, des participants sont d'avis qu'il s'agit d'un bon premier pas, qu'il incombe à chacun de jouer un rôle pour réduire la pollution et que les pollueurs doivent payer le prix associé à leurs actions, qu'il est important d'agir maintenant pour sauver l'environnement, et que c'est un moyen efficace d'inciter les gens à diminuer leur empreinte carbone personnelle. En revanche, des participants ont indiqué que c'est le Canadien moyen qui semble être le plus affecté par cette approche, qu'elle ne sera pas efficace si d'autres pays ne font pas leur part et que cette approche augmentera le coût de la vie en général de sorte qu'il sera plus difficile pour les gens de gérer leurs finances.

Ingérence étrangère dans les élections

L'expression « ingérence étrangère dans les élections » évoquait diverses choses pour les participants. Souvent, la première réaction était de citer des exemples du phénomène, le plus souvent des rapports d'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Parmi les autres réactions, mentionnons des références à la « Chine », aux « médias sociaux/Facebook », aux « cyberattaques » et aux « fausses nouvelles ». Tout aussi souvent, les participants ont fourni des descriptions ou des explications du phénomène, généralement des variations sur le thème d'une entité ou d'un pays étranger essayant de perturber ou d'influencer le résultat des élections dans un autre pays par des pratiques illégales ou contraires à l'éthique.

Les participants avaient tendance à être divisés en ce qui a trait à l'ingérence étrangère dans les prochaines élections au Canada. Parmi les raisons de s'inquiéter, mentionnons entre autres le précédent de la dernière élection présidentielle américaine, la prévalence des « fausses nouvelles », la facilité apparente de s'adonner à une telle ingérence et les intérêts étrangers dans le résultat (p. ex., les possibilités économiques, l'accès aux ressources du Canada). Certains n'ont pas fourni de justification précise, mais estimaient simplement que, parce qu'ils entendaient des discussions à ce sujet, la question devait nécessairement représenter un problème. Les participants qui n'avaient pas de préoccupations à cet égard avaient le plus souvent l'impression que le Canada n'est pas un acteur suffisamment important sur la scène mondiale pour justifier une telle ingérence.

Pour ce qui est de la capacité du Canada de lutter contre de telles ingérences, certains participants ont indiqué qu'ils avaient confiance, d'autres ont exprimé des doutes ou des préoccupations, et d'autres ont dit qu'ils ne savaient pas. Les participants confiants ont invoqué les raisons suivantes :

ils ont l'impression que si cela ne s'est pas encore produit, c'est parce que le gouvernement est vigilant; ils ont l'impression que les réseaux de sécurité possèdent l'expertise nécessaire pour y faire face; et ils ont l'impression que peu d'acteurs étrangers seraient intéressés à s'ingérer dans nos élections. En revanche, les participants inquiets ont fait mention des raisons suivantes : un manque de confiance envers le gouvernement en général; les différends entre les ordres de gouvernement qui empêchent de recourir à une approche coordonnée pour lutter contre le problème; le fait que le Canada soit sensible aux intérêts étrangers pour des motifs économiques; le manque de ressources qui y sont expressément consacrées; et la difficulté à détecter ou à contrôler ces ingérences.

Les participants ne savaient pratiquement rien de ce que fait le gouvernement du Canada pour lutter contre la possibilité d'ingérence étrangère dans les élections canadiennes et les réactions étaient mitigées lorsque les participants ont été informés de la création d'un groupe de travail fédéral pour faire face à cette situation, bien que l'idée soit jugée bonne en théorie. Les préoccupations ou les questions au sujet de cette approche portaient principalement sur des points précis (p. ex., la sélection des membres du groupe de travail et le processus décisionnel pour déterminer si un incident est « suffisamment grave » pour être divulgué).

Violence armée

Au moins quelques participants de chaque groupe ont dit avoir entendu quelque chose ayant trait à la violence armée au Canada récemment. Le plus souvent, les participants se souvenaient d'avoir entendu parler d'une augmentation présumée des incidents de violence armée au pays, souvent à Toronto, d'incidents précis (p. ex., des vols à main armée) ou d'une hausse de la violence armée dans leur propre collectivité.

Les participants avaient des opinions divergentes quant à savoir s'il faut modifier les lois sur le contrôle des armes à feu. Presque tous ceux qui croient que ces lois doivent être modifiées pensent qu'elles devraient être plus sévères. Ils ont l'impression que la violence armée est à la hausse, qu'il est trop facile d'avoir accès à une arme à feu et qu'il y a trop d'armes de poing en circulation, et ils sont d'avis que personne n'a « besoin » d'un pistolet. La plupart des participants qui ne croient pas qu'une modification des lois sur le contrôle des armes à feu soit nécessaire ont laissé entendre que les règles et règlements actuels sont suffisamment stricts et rigoureusement appliqués. Bien qu'il y ait eu des divergences d'opinions au sein de chaque groupe au sujet de la principale source d'armes à feu utilisées dans les crimes violents au Canada, la plupart des participants pensent qu'elles sont principalement introduites clandestinement des États-Unis (mais aussi d'ailleurs).

De nombreux participants ont dit qu'ils seraient favorables à ce que le gouvernement du Canada interdise les armes de poing. Ce n'est qu'à Prince Albert et dans le groupe de Sherbrooke jouissant d'une sécurité financière que la plupart des participants se sont opposés à l'interdiction générale des armes de poing. Si le gouvernement du Canada agissait en ce sens, presque tous les participants pensent que l'interdiction devrait s'étendre à l'ensemble du pays plutôt que de laisser chaque ville et province prendre une décision à cet égard. De plus, la plupart des participants sont d'avis que les gens qui possèdent actuellement des armes de poing en toute légalité devraient les faire racheter par le gouvernement plutôt que de permettre aux propriétaires actuels de garder leurs armes à feu tout en interdisant à d'autres personnes d'en acheter de nouvelles. En outre, les participants convenaient presque tous qu'une interdiction des armes de poing devrait s'appliquer aussi aux

fusils d'assaut, pour des raisons d'uniformité et parce qu'ils croient que personne n'a besoin d'un fusil d'assaut.

Système d'immigration canadien

Les participants ont identifié collectivement plusieurs choses qu'ils avaient vues, lues ou entendues récemment en ce qui a trait à l'immigration. Dans la plupart des endroits, les participants ont parlé des réfugiés et des immigrants qui viennent au Canada, mais les questions spécifiques à ce sujet variaient selon les régions. Par exemple, à St. John's, l'accent était mis sur l'accueil de réfugiés syriens et plus particulièrement sur les membres de la famille de réfugiés syriens qui ont péri dans l'incendie d'une maison à Halifax. Les participants à Prince Albert, Sherbrooke et Sarnia étaient les plus susceptibles d'aborder les questions concernant les demandeurs d'asile, et les participants faisaient régulièrement référence aux migrants qui traversent la frontière canadienne de façon clandestine.

Les participants de tous les groupes ont à maintes reprises fait mention des mêmes avantages ou des mêmes défis associés à l'immigration au Canada. Parmi les avantages soulevés, notons le renouvellement de la population et de la population active, qui contribue entre autres à la croissance économique et à la prospérité, à élargir l'assiette fiscale, à favoriser la diversité culturelle au pays et à apporter des compétences ou des connaissances nouvelles ou nécessaires pour le Canada. Parmi les défis perçus, mentionnons notamment la ségrégation des communautés ethniques, le sentiment que certains immigrants ne sont pas prêts à s'intégrer, les conflits de valeurs et la perte du patrimoine culturel canadien, la surtaxation des ressources ou des services sociaux actuels et la circulation de fausses informations sur les immigrants.

Lorsqu'on leur a demandé d'identifier les effets positifs et négatifs de l'immigration au sein de leur propre collectivité, les participants ont généralement fourni des exemples concrets des effets qu'ils associent à l'immigration en général. Par exemple, les effets positifs (ou contributions) comprenaient une plus grande diversité sur le plan alimentaire et la création de nouvelles entreprises dans leur collectivité, et les effets négatifs (ou les défis) incluaient l'augmentation des coûts de logement et la capacité limitée des services sociaux et des ressources de soutenir les nouveaux immigrants.

Vision énergétique

Les participants ont été invités à fournir des commentaires sur trois approches créatives ou des concepts visant à mettre en lumière une vision énergétique pour le pays. Pour ce qui est du concept qui explique le mieux l'initiative, les participants ont le plus souvent identifié le concept qui comprenait des panneaux clairs superposés sur différentes images du Canada (« concept A »); au moins la moitié des participants dans la plupart des groupes l'ont choisi. Les participants ont également été plus nombreux à juger les photos de ce concept inspirantes ou suscitant le plus d'espoir au sujet de l'avenir énergétique du Canada. En ce qui a trait au concept le plus mémorable et dont les mots interpellaient davantage les participants, ce sont le concept A et le concept C, soit celui qui comprenait une sphère ou une structure en forme de dôme à l'avant-plan et des gens en canot sur un lac en arrière-plan, qui ont récolté la faveur. Plusieurs participants ont suggéré que les mots du concept C soient intégrés aux images du concept A. Dans l'ensemble, le concept avec un fond de couleur foncée assorti à chaque image (« concept B ») était l'approche la plus susceptible de susciter des réactions négatives ou neutres.

La valeur du contrat s'élevait à 249 535,19 \$ (incluant la TVH).

Déclaration de neutralité politique

En ma qualité de cadre supérieure de Phoenix Strategic Perspectives, je certifie par la présente que les produits livrés sont en tout point conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique qui sont décrites dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits finaux ne comprennent pas de renseignements sur les intentions de vote aux élections, les préférences de partis politiques, les positions vis-à-vis de l'électorat ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son dirigeant.

Signature :



Alethea Woods, présidente
Phoenix Strategic Perspectives